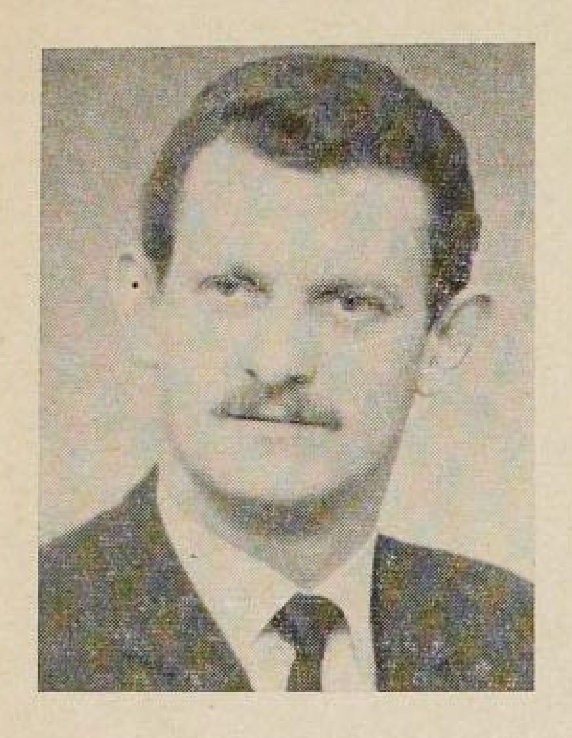
REPUBLIQUE FRANÇAISE



ELECTIONS LEGISLATIVES

Scrutin du 5 Mars 1967

Ire Circonscription de la Sarthe

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

(F. G. D. S.)

Mes Chers Concitoyens,

LES INSTITUTIONS.

Les prochaines élections vont avoir une importance exceptionnelle dans la vie de la Nation, car elles auront pour effet ou bien de renforcer le Pouvoir personnel, **dont nul ne sait qui l'exercera après le départ du Général de GAULLE**, ou bien de rétablir en France une Démocratie véritable. Sans changer la Constitution actuelle, si souvent violée par le Chef de l'Etat, il faudra modifier certains articles, tel le fameux article 16, qui permettent de porter atteinte aux libertés publiques. En outre, afin de ne pas renouveler les crises ministérielles du passé, la F.G.D.S. propose que le sort d'un Gouvernement soit lié à celui de la Législature, la dissolution automatique de l'Assemblée nationale sanctionnant le vote d'une motion de censure.

LA POLITIQUE ETRANGERE.

L'indépendance d'un Pays ne peut plus signifier, dans la deuxième moitié du XXe siècle, la renonciation à la solidarité internationale, l'abandon de la sécurité collective, le refus des intégrations nécessaires, comme celle de l'Europe, la non-participation aux efforts de construction de la paix.

La F.G.D.S. arrivant au Pouvoir proposerait :

- La ratification du Traité de Moscou concernant l'arrêt de certains essais nucléaires ;
- La reprise de la place de la France dans la Conférence du désarmement où elle pourrait faire des suggestions allant jusqu'à la suppression de tous les essais nucléaires et à l'interdiction de l'utilisation de l'espace à des fins militaires ;
- D'étudier, avec le désir sincère d'aboutir, l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun ;
- De favoriser le rapprochement entre les puissances de l'O.T.A.N. et celles du Pacte de VARSOVIE de manière à atténuer l'effet de la division du Monde en deux blocs ;
- De réunir une conférence mondiale en vue de promouvoir une aide internationale en faveur des pays sous-développés.

LA FORCE DE FRAPPE.

En conséquence, la F.G.D.S. renoncerait à la force de frappe nationale, ce qui ne signifierait pas pour autant l'abandon de la recherche scientifique en matière atomique.

Elle se préoccuperait d'assurer la reconversion des travailleurs touchés par cet arrêt, et proposerait les travaux d'utilité publique permettant à la fois leur réemploi et la suppression d'un chômage de plus en plus menaçant.

L'EQUIPEMENT.

Les crédits ainsi dégagés permettraient à la France de rattraper son retard en matière :

- de logements sociaux, domaine dans lequel le Pouvoir a reconnu lui-même l'échec de sa politique ;
- d'Education nationale, où seule l'attribution de crédits importants permettra de réaliser la véritable démocratisation de l'Enseignement ;
- de santé publique, où la misère de nos hôpitaux constitue un scandale ;
- de routes, qui ne sont plus adaptées à la circulation actuelle ;
- d'équipements communaux, dont le Pouvoir rejette de plus en plus la charge sur les budgets locaux ;
- de modernisation de l'agriculture, indispensable au moment où celle-ci est à même de tirer les avantages de marchés étendus.

LA POLITIQUE SOCIALE.

Nous sommes à l'époque du syndicalisme, tant en matière industrielle qu'en matière agricole. Il faut donc donner aux Syndicats les moyens de jouer pleinement leur rôle dans la Nation :

- en garantissant la sécurité de leurs délégués dans l'entreprise ;
- en leur permettant de négocier librement les conventions collectives ;
- en les associant à l'élaboration et à l'exécution du Plan ;
- en ce qui concerne plus particulièrement les syndicats et organisations agricoles, en leur attribuant un rôle organique dans la fixation des prix, l'organisation des marchés, la définition de la politique agricole dans le cadre du Marché commun, la solution des problèmes sociaux posés par le maintien des structures familiales existantes.

LA POLITIQUE FINANCIERE.

Il faut à la fois améliorer le niveau de vie des catégories les plus défavorisées de la Nation et éviter tout recours à l'inflation. Il serait démagogique de prétendre accroître les dépenses et diminuer les recettes.

La F.G.D.S. propose :

- un impôt sur le capital frappant l'augmentation de la fortune résultant d'opérations spéculatives boursières, financières ou foncières ;
- une nouvelle répartition des charges tendant à détaxer, sur le plan des impôts sur le revenu, les petits contribuables, notamment salariés et exploitants agricoles et, sur le plan des impôts indirects, les produits de première nécessité.

Pour la réalisation de ce programme démocratique, raisonnable et cohérent,

la F. G. D. S. vous invite à VOTER pour

Michel PIERRE

Métreur

Vice-Président de la Fédération des Locataires H. L. M. de la Sarthe
Délégué départemental de l'Association nationale des Copropriétaires

Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (F. G. D. S.)

Remplaçant éventuel :

Jean CHARPENTIER

Agent de planning
Délégué syndical

IMP. METIVIER LE MANS 3300